Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses

Ariane Pailhé

► To cite this version:

Ariane Pailhé. Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses. *Revue des politiques sociales et familiales*, 2010, 100, pp.97-103. 10.3406/caf.2010.2530 . hal-02078713

HAL Id: hal-02078713

<https://hal.science/hal-02078713>

Submitted on 25 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives| 4.0 International License

Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses

Ariane Pailhé

Citer ce document / Cite this document :

Pailhé Ariane. Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses . In: Politiques sociales et familiales, n°100, 2010. Fécondité et politiques publiques. pp. 97-103;

doi : 10.3406/caf.2010.2530

http://www.persee.fr/doc/caf_2101-8081_2010_num_100_1_2530

Document généré le 08/07/2016

Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses

Ariane Pailhé

Institut national d'études démographiques.

Mots-clés : Fécondité – Crise économique – Démographie.

Si l'ampleur de la crise économique actuelle est moins forte que celle de 1929, elle sera vraisemblablement la crise la plus aiguë et la plus longue qu'aient connue les pays occidentaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les conséquences à moyen terme de cette crise apparaissent progressivement et leur ampleur ne peut être aujourd'hui aisément évaluée. La hausse rapide, et sans doute durable du chômage, la baisse des revenus et l'incertitude croissante sur l'avenir modifieront probablement les comportements des ménages. Plus de la moitié des Européens (56 %) pensaient ainsi en janvier-février 2009 que la crise allait avoir des répercussions importantes sur leur vie personnelle (données de l'Eurobaromètre). À ce jour, il est encore plus difficile de mesurer les impacts indirects de la crise, notamment sur les comportements démographiques. La poussée du chômage et le développement de la précarité de l'emploi (OCDE, 2009), qui affectent principalement les jeunes (Verick, 2009) en cours d'insertion sur le marché du travail, devraient également jouer sur les comportements des ménages en matière de

fécondité. L'impact pourra être de court terme (sur le calendrier des naissances) ou de plus long terme (sur le nombre d'enfants qu'auront *in fine* les ménages).

Des effets encore difficilement quantifiables

Les effets de la crise économique actuelle sur les naissances sont encore difficilement quantifiables, compte tenu du délai nécessaire pour concevoir à partir du moment où un couple décide d'avoir un enfant (trois mois en moyenne) et du temps de grossesse (huit mois et trois semaines en moyenne). Toutefois, le nombre de chômeurs ayant commencé à progresser à partir du mois de juillet 2008 (graphique 1), tout comme les craintes de voir le chômage augmenter (graphique 2 p. 98), on s'attend à observer d'éventuelles conséquences sur les naissances avec un an de décalage, soit à partir de juillet 2009. Le nombre de naissances mensuelles n'étant, au moment de la rédaction de

Graphique 1 – Nombre de naissances et de chômeurs en France métropolitaine

Sources : INSEE (séries mensuelles issues de l'état civil) et DARES (séries mensuelles des inscriptions au Pôle emploi), 2005-2009.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A, B, C.

Le nombre de naissances mensuel a été corrigé de l'inégalité du nombre de jours par mois (ramené à un mois moyen de 30,4 jours).

Graphique 2 – Indicateurs d'opinion des ménages sur la situation économique, solde des réponses CVS en points

Source : INSEE, *Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages*.

Les données sont présentées en soldes d'opinions (différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieur à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieur à la normale »).

Lecture : à partir de juillet 2008, les ménages sont plus nombreux que le mois précédent à estimer que le chômage va augmenter dans les prochains mois (+ 14 points entre juin et juillet 2008). Après une nette augmentation, cette proportion diminue régulièrement à partir de juillet 2009. Le niveau de ce solde d'opinion reste néanmoins très élevé.

cet article, disponible que jusqu'en décembre 2009, la période d'observation couvre seulement les six premiers mois de montée du chômage. Or, au cours de ces six mois, le nombre mensuel de naissances n'a pas baissé par rapport à celui de l'année précédente, il est même supérieur (graphique 3). Les relevés de l'état civil ne donnant pas d'indication sur le rang de naissance, on ne peut savoir si les premières naissances, ou les suivantes, se maintiennent.

Grilles d'analyse des effets de la crise sur la natalité

Les relations entre les fluctuations économiques et les indicateurs démographiques ont été étudiées dès le XVI^e siècle par les démographes et les économistes. Ces questions ont pris de l'ampleur à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle avec les travaux des économistes classiques tels Adam Smith, David Ricardo, John Stuart Mill et surtout Thomas R. Malthus, pour qui la fécondité augmente quand le revenu dépasse le niveau d'équilibre. Mais cette théorie semble remise en cause par les faits. On observe ainsi que la fécondité est moins importante dans les pays riches que dans les pays pauvres. Par ailleurs, le développement économique des pays occidentaux au cours des 150 dernières années s'est accompagné d'une baisse de la fécondité. Ce paradoxe a été résolu par Gary Becker (1981) qui a permis d'expliquer la relation négative entre croissance du revenu et fécondité en introduisant le concept de

« qualité » de l'enfant. Le point de départ de l'analyse est que la décision de fécondité des parents dépend d'arbitrages entre les coûts et les bénéfices des enfants. Les coûts peuvent être monétaires mais aussi les investissements en temps. Une augmentation du revenu a deux effets contraire : d'un côté, elle représente une augmentation du prix du temps consacré aux enfants, réduisant ainsi la demande d'enfants (effet substitution) ; d'un autre côté, la progression du revenu du ménage conduit à une hausse de la demande d'enfants (effet revenu). Théoriquement, on ne peut déterminer lequel

des deux effets domine. Cependant, pour G. Becker, la demande de qualité des enfants augmente plus vite que celle pour leur quantité : quand la situation économique s'améliore, les ménages ont moins d'enfant et investissent davantage dans chaque enfant.

Les deux effets de revenu et de substitution jouent symétriquement en temps de crise. Une période de récession peut conduire à une baisse du revenu des ménages, s'il connaît le chômage par exemple, ce qui comprime la demande d'enfants. De plus, l'instabilité professionnelle peut provoquer un report des décisions de fécondité qui sont irréversibles et engagent le long terme. La crise peut, en particulier, inciter les jeunes à rester dans le système scolaire, à reporter leur mise en couple et les naissances qui accompagnent plus ou moins directement cette dernière. Ce maintien dans le système éducatif peut également affecter le nombre de naissances à plus long terme, les populations les plus diplômées faisant moins d'enfants. Une crise sociale peut indirectement jouer sur les naissances par le dérèglement du « marché des unions », en raison de la moindre « attractivité » des hommes à faible revenu ou à position professionnelle instable (Oppenheimer, 1994). En revanche, avec la crise, le coût d'opportunité des enfants – le revenu auquel un parent doit renoncer pour s'occuper de l'enfant – est plus bas. En d'autres termes, il est relativement moins coûteux d'avoir un enfant quand on est au chômage que lorsque l'on est actif, les prestations chômage étant inférieures au salaire.

Graphique 3 – Différentiel de naissances par rapport au mois de l'année précédente

Source : INSEE, 2008-2009 séries mensuelles issues de l'état civil.

Le nombre de naissances mensuel a été corrigé de l'inégalité du nombre de jours par mois (ramené à un mois moyen de 30,4 jours).
Lecture : en décembre 2009, il y a eu 2 795 naissances de plus qu'en décembre 2008.

Les approches sociologiques soulignent également les effets contraires que la crise peut avoir sur les décisions de fécondité. Être en emploi ou atteindre un statut jugé adéquat dans la carrière personnelle peuvent être des préconditions à la formation de la famille ou à l'arrivée d'un enfant supplémentaire, de façon à assurer un statut social et à sécuriser les ressources économiques courantes et futures (Boehnke et Maul, 2009). Mais, inversement, Débra Friedman *et al.* (1994) avancent que l'incertitude économique peut constituer une motivation pour avoir des enfants. Avoir des enfants peut être, pour ceux ayant peu de prise sur leur situation économique, une stratégie pour réduire l'incertitude, la sphère privée paraissant, dès lors, moins incertaine que la sphère publique. Ainsi, lorsque la situation professionnelle ou le contexte économique sont incertains, devenir parent peut être un moyen de rendre le futur plus sûr. Cette explication vaut particulièrement dans des contextes où la fécondité est valorisée ou lorsque les exigences temporelles du travail sont en contradiction avec la formation de la famille, en raison notamment d'un nombre de modes de garde insuffisant.

L'expérience des crises précédentes

L'expérience des crises passées ou, plus largement, la réaction des individus à un environnement économique incertain nous éclairent globalement sur le lien entre situation économique et fécondité. Bien entendu, chaque crise a ses propres déterminants, caractéristiques et conséquences, et

l'ampleur des effets de la crise actuelle sera sans doute différente des précédentes. Ces résultats peuvent néanmoins donner un aperçu des tendances futures.

On observe généralement un parallélisme entre le déclin du produit intérieur brut (PIB) et la baisse de la fécondité. En France, la Grande Dépression des années 1930 a raréfié les naissances. Le taux de fécondité est passé de 2,31 enfants par femme en 1928 à 2,24 l'année suivante (graphique 4). Les cohortes nées autour de 1900, en âge de procréer au moment de la crise, sont celles où la proportion de femmes sans enfant est la plus forte et pour lesquelles l'âge à la première naissance est plus élevé. L'exemple de la Grande Dépression est particulièrement intéressant car il montre qu'il n'y a pas d'impact uniforme des conditions économiques

Graphique 4 – Évolution du taux de fécondité depuis 1900, somme des naissances par femme

Source : INSEE, état civil.

selon l'âge et l'étape du cycle de vie. Ainsi, les femmes trentenaires sans enfant au moment de cette crise ont dû renoncer à avoir des enfants, tandis que les plus jeunes ont pu retarder leurs projets d'enfants. Le choc pétrolier de 1973 a eu le même effet négatif sur la fécondité et au moment de la récession économique de 1993, le taux de fécondité est tombé à son plus bas niveau de l'après-guerre (1,66 par femme). Cependant, l'effet sur la fécondité globale apparaît assez faible. Il semble que les contraintes économiques aient un effet modéré à court terme mais expliquent peu les évolutions de long terme, qui tiennent davantage à des changements culturels. L'émancipation des femmes et le développement des moyens de contraception ont surtout été les causes des tendances de la fécondité au XX^e siècle.

En Europe, l'effet des fluctuations de l'activité sur la fécondité est bien plus fort en Suède et dans les anciens pays socialistes. En Suède, le taux de fécondité a décliné fortement avec la crise des années 1990. La récession des pays en transition d'Europe de l'Est dans les années 1990 s'est également accompagnée d'un report des naissances. Les États-Unis ont eux aussi connu un recul de la natalité lors des quatre précédentes récessions (1974, 1981, 1991 et 2001). Il existe toutefois des contre-exemples. En Finlande, la natalité a augmenté durant la crise du début des années 1990, en raison des prestations élevées pour le congé parental. De même, les pays de l'Est qui ont connu la plus forte baisse de la fécondité, la République tchèque par exemple, sont ceux où la récession des années 1990 a été la plus faible (Sobotka, 2003). Au final, il est difficile d'établir une relation directe entre activité et fécondité car dans ces pays les valeurs et les institutions ont changé en même temps que les facteurs économiques ; les effets spécifiques de l'incertitude économique peuvent donc difficilement être isolés de ceux propres à la transition.

Il apparaît que le niveau de chômage ou des indicateurs subjectifs, comme le niveau de confiance des ménages, sont de meilleurs indicateurs des comportements de reproduction des couples que le niveau de l'activité économique (mesuré généralement par le taux de croissance du PIB). Une relation positive entre

indicateur de confiance des ménages et le taux de fécondité est ainsi observée (Sobotka *et al.*, 2009 ; Fokkema *et al.*, 2008). En France, les évolutions des naissances et de l'indicateur synthétique de confiance des ménages vont dans le même sens jusqu'en 2002 (graphique 5). Depuis, on note un décrochage entre ces deux indicateurs. Le record historique de déprime de l'indicateur du moral des ménages, qui reste très bas depuis l'été 2008, parallèlement à la montée rapide du chômage, ne s'accompagne pas, pour l'instant, d'une baisse du niveau des naissances.

Un déclin temporaire de la fécondité

Au-delà de la comparaison des courbes de croissance économique et des courbes de natalité, les études statistiques qui mesurent de manière plus fouillée l'effet des récessions sur la fécondité dans les pays occidentaux sont relativement rares, notamment pour la France (Aglietta *et al.*, 2002). Ces travaux montrent que la fécondité diminue pendant la période de récession avec un décalage d'un à deux ans par rapport à l'évolution économique. Toutefois, ce déclin est temporaire et souvent suivi d'une croissance de la fécondité au retour de la prospérité. Le niveau à moyen terme de la fécondité n'est donc pas affecté. La majorité des études analysant l'effet d'une récession économique sur la fécondité sont menées sur des données individuelles. On peut néanmoins citer plusieurs recherches d'importance menées sur des données macro-économiques. Les travaux de Richard A. Easterlin (1980), de Ronald R. Rindfuss *et al.* (1988), de Diane J. Macunovich (1996) ont, par exemple, montré le caractère procyclique de la fécondité

Graphique 5 – Naissance et indicateurs de confiance des ménages, en milliers et solde des réponses CVS en points

Source : INSEE, 1998-2009 séries mensuelles issues de l'état civil) et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.

Lecture : à partir d'août 2007 l'indicateur synthétique de confiance des ménages chute (par exemple - 18 points entre juillet et août 2007, - 46 points entre septembre et octobre 2008).

aux États-Unis : le chômage, notamment celui des jeunes, conduit à une baisse de la fécondité. Un tel effet est également observé sur des données britanniques (Ermisch, 1988).

Un effet négatif du chômage pour les hommes

Les travaux mobilisant des données micro-économiques analysent l'impact du chômage sur le calendrier des naissances. Ils montrent un effet négatif du chômage sur la fécondité, variable selon sa durée et sa nature, ainsi que des caractéristiques générales du marché du travail. L'analyse longitudinale d'Adsera (2005 a) menée sur treize pays européens montre ainsi qu'avant le milieu des années 1980, le chômage de court terme était associé positivement à l'entrée en maternité, le chômage temporaire pouvant être perçu comme une occasion d'avoir un enfant. Le chômage persistant, qui prévaut depuis le milieu des années 1980, est au contraire lié négativement à la fécondité (Adsera, 2005 b). La majorité des études s'accordent pour trouver un effet négatif du chômage pour les hommes (Kravdal, 2002 pour la Norvège ; Lundström, 2009 pour la Suède ; Mills *et al.*, 2005 dans quatorze pays industrialisés). En revanche, les résultats sont plus contrastés selon les pays pour ce qui concerne le chômage des femmes. Un effet positif du chômage des femmes sur la fécondité est observé au Royaume-Uni (Francesconi et Golsch, 2005), en Suède (Andersson, 2000), en Allemagne et en Finlande (Schmitt, 2008), aux Pays-Bas et en Flandres (Liefbroer et Corin, 1999). Au contraire, il existe une relation négative en Norvège (Kravdal, 2002) ou en France (Meron et Widmer, 2002 ; Schmitt, 2008). Cependant, l'impact du chômage sur la fécondité varie selon le rang de naissance. Ainsi, Øystein Kravdal (2002) montre que pour les Norvégiennes, le chômage affecte positivement les premières naissances, négativement les suivantes. Alicia Adsera (2004, 2005 b) trouve le même effet au niveau européen. En France, le statut d'activité joue sur le calendrier des premières naissances, mais pas sur celui des suivantes (Pailhé et Solaz, 2009).

Outre l'étape du cycle de vie et le sexe, les effets d'une récession économique sur la fécondité sont fortement différenciés selon la classe sociale ou le niveau d'éducation. Si le niveau d'instruction joue sur le risque de chômage, il affecte également la façon dont le chômage influe sur la fécondité. Ainsi, pour les femmes peu qualifiées, le chômage augmente la probabilité d'avoir un premier enfant en Allemagne et en Suède, alors qu'il la réduit pour les diplômées du supérieur (Kreyenfeld, 2005 ; Hoem, 2000). Cet effet est généralement observé pour les femmes. Une étude récente montre également une corrélation

positive entre chômage et fécondité pour les hommes peu éduqués en Allemagne et au Royaume-Uni (Schmitt, 2009). Ces résultats confirment que la récession affecte différemment le coût d'opportunité des enfants selon les groupes sociaux.

Les emplois temporaires retardent l'arrivée des enfants

Dans un contexte incertain, les entreprises ont tendance à privilégier, pour les nouvelles embauches, les contrats à court terme plutôt que les contrats permanents. Ce type d'emploi affecte les projets familiaux de long terme, comme le départ du foyer parental ou l'entrée en parenté. Plusieurs études montrent ainsi que les emplois précaires sont associés à un report de la fécondité, notamment dans les marchés du travail très segmentés d'Europe du Sud (Adsera, 2004 et 2005 a ; De la Rica et Iza, 2005). En France, les femmes en emploi temporaire reportent les naissances, comparé à celles en emploi permanent (Pailhé et Solaz, 2009). À nouveau, cet effet dépend du contexte du marché du travail. En Allemagne, les intentions de fécondité des salariés allemands ne sont pas modifiées par l'entrée ou la sortie dans l'emploi temporaire (Gebel et Giesecke, 2009).

Le sentiment d'insécurité joue sur la fécondité

Indépendamment des mesures objectives de l'incertitude économique, la perception des acteurs de leur situation et la façon dont ils évaluent leur avenir sont déterminantes. Le pessimisme quant aux ressources économiques futures peut être un argument tout aussi fort que l'actuel manque de ressources (Adsera, 2009). Il ressort ainsi qu'au-delà de l'expérience individuelle du chômage, il existe une relation entre le niveau de chômage national (ou local) et la fécondité (Santow et Bracher, 2001 ; Kravdal, 2002 ; Adsera, 2005 b). On peut interpréter ce résultat comme une sensibilité des individus au contexte économique général quelle que soit la situation individuelle : un fort taux de chômage régional ou départemental signalant une probabilité plus élevée de se retrouver soi-même sans emploi. Ainsi, dans les pays où le taux de chômage des femmes est bas, de l'ordre de 5 %, les taux de fécondité sont plus hauts et les naissances sont plus précoces que dans les pays où le taux de chômage des femmes est de 20 %, à situation professionnelle équivalente (Adsera, 2009).

Peu d'effet sur la descendance finale

Il existe peu d'études qui mesurent l'effet du chômage sur la descendance finale, c'est-à-dire le nombre total d'enfants en fin de vie féconde (Adsera, 2005 b ; Kravdal, 2002). On observe surtout des effets de calendrier, la descendance finale est généralement peu affectée. En France, avoir connu le chômage ou des emplois précaires

a ainsi peu d'effet sur le nombre total d'enfants, hormis pour les hommes qui ont été au chômage à plusieurs reprises et sur de longues périodes (Pailhé et Solaz, 2009).

Conclusion

De nombreux travaux, en France et à l'étranger, observent une relation négative entre le niveau élevé et persistant du chômage des jeunes, le développement des formes d'emploi précaires et le report des naissances, surtout du premier enfant. L'expérience individuelle du chômage, mais aussi le niveau de chômage agrégé, retardent les naissances – surtout les premières – avec un décalage d'un à deux ans par rapport à l'évolution économique. Cependant, ce déclin est temporaire et souvent suivi d'une croissance de la fécondité au retour de la prospérité. Le niveau à moyen terme de la fécondité n'est donc pas affecté. La relation négative entre chômage et fécondité s'explique principalement par un effet revenu et par le développement de l'incertitude sur l'avenir. L'hypothèse que les couples repoussent leurs projets de fécondité à un avenir plus certain et prospère semble ainsi confirmée.

Les conséquences d'un ralentissement économique sur la fécondité varient selon les populations, surtout selon le niveau d'éducation et le sexe. Les plus éduqués ont plus de chances de repousser l'arrivée des enfants en cas de chômage ou d'emploi temporaire, alors que les moins diplômés sont plus enclins à s'investir dans la sphère familiale. La fécondité réagit également davantage au chômage des hommes qu'à celui des femmes. Les hommes étant encore perçus comme les principaux pourvoyeurs de ressources, leur position professionnelle est déterminante pour les décisions familiales. L'ampleur de l'effet et son sens – pour le chômage des femmes – varient significativement selon les pays. Les politiques familiales et d'emploi, qui jouent un rôle d'amortisseur, peuvent expliquer ces différences. Les normes sur les rôles respectifs des hommes et des femmes, notamment sur les idéaux quant au travail des mères, sont également déterminantes. Dans les pays où l'emploi des mères est favorisé par les politiques publiques et la biactivité est la règle, les femmes adoptent une approche séquentielle : il est important pour elles d'occuper une position professionnelle stable avant d'avoir un premier enfant.

Il n'existe pour l'instant pas d'évidence empirique sur l'effet de la crise économique actuelle sur la fécondité, l'observation des réactions de la fécondité doit, en effet, prendre en compte le délai de conception et de gestation. On constate,

pour l'instant, un maintien des naissances. Cependant, la crise s'est transformée en sévère récession et les effets sur le chômage devraient être plus forts que les crises précédentes, notamment celle de 1993 (OCDE, 2009). On peut sans doute s'attendre à un report des premières naissances pour les générations affectées par le chômage. Néanmoins, au-delà de cet effet de report, le mouvement structurel d'augmentation de la fécondité ne devrait pas être remis en question par la crise économique.

Bibliographie

- Adsera A., 2009, « Employment uncertainty and fertility in Europe », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 July, 2009.
- Adsera A., 2005 a, *Vanishing children: From high unemployment to low fertility in developed countries*, **American Economic Review**, Papers and Proceedings, 95(2):189-193.
- Adsera A., 2005 b, « Where are the babies? Labour market conditions and fertility in Europe », IZA DP 1576, Institute for the Study of Labour, Bonn.
- Adsera A., 2004, *Changing fertility rates in developed countries. The impact of labour market institutions*, **Journal of Population Economics**, 17(1):1-27.
- Aglietta M., Blanchet D. et Heran F., 2002, **Démographie et économie**, rapport au Conseil d'analyse économique, n° 35, La Documentation française.
- Andersson G., 2000, *The impact of labour-force participation on childbearing behaviour: Pro-cyclical fertility in Sweden during the 1980s and the 1990s*, **European Journal of Population**, 16(4):293-333.
- Becker G. S., 1981, **A Treatise on the Family**, Cambridge/London: Harvard University Press.
- Boehnke M. et Maul K., 2009, « Prerequisites and consequences of parenthood. The importance of socio-economic and regional differences in Germany », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 juillet, 2009.
- De la Rica S. et Iza A., 2005, *Career planning in Spain: Do fixed-term contracts delay marriage and parenthood?*, **Review of the Economics of the Household**, 3:49-73.
- Easterlin R.A., 1980, **Birth and Fortune: The Impact of Numbers on Personal Welfare**, New York: Basic Books.
- Emisch J., 1988, *Econometric analysis of birth rate dynamics in Britain*, **Journal of Human Resources**, 23(4):563-576.
- Fokkema T., Valk H. (de), Beer J. (de), et Van Duin C., 2008, *The Netherlands: Childbearing within the context of a "Poldermodel" society*, **Demographic Research**, collection spéciale 7, vol. 19(21):743-794.
- Francesconi F. et Golsch K., 2005, *The process of globalization and transitions to adulthood in Britain*, Chapter 10 in **Globalization, Uncertainty and Youth in Society** (sous la dir. de Blossfeld H.-P., E. Klijzing E., Mills M. et Kurz K.), London/New York: Routledge Advances in Sociology Series:249-276.
- Friedman D., Hechter M. et Kanazawa S., 1994, *A theory of the value of children*, **Demography**, 31(3):375-401.

- Gebel M. et Giesecke J., 2009, « Economic uncertainty and fertility: The effects of employment insecurity and unemployment on family formation in East and West Germany », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 juillet, 2009.
- Hajnal J., 1965, *European marriage patterns in perspective*, in **Populations in History. Essays in Historical Demography** (sous la dir. de Glass D. V. et Eversley D. E. C.), London: Edward Arnold.
- Hoem B., 2000, Entry into motherhood in Sweden: The influence of economic factors on the rise and fall in fertility, 1986-1997, **Demographic Research**, 2(4):1-28.
- Kravdal Ø., 2002, The impact of individual and aggregate unemployment on fertility in Norway, **Demographic Research**, 6(10):263-294.
- Kreyenfeld M., 2005, « Economic uncertainty and fertility postponement. Evidence from German panel data », MPIDR Working Papers WP 2005-034.
- Liefbroer A. C. et Corijn M., 1999, *Who, what, where, and when? Specifying the impact of educational attainment and labour force participation on family formation*, **European Journal of Population**, 15:45-75.
- Lundström K. E., 2009, « Labour market status and fertility behaviour for Swedish and foreign-born men and women », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 juillet, 2009.
- Macunovich D. J., 1996, *Relative income and the price of time: Exploring their effects on US fertility and female labor force participation*, in **Fertility in the United States. New patterns, new theory** (sous la dir. de Casterline J. B., Lee R. D. et Foote K. A.), supplément à **Population and Development Review**, 22, New York, Population Council: 223-257.
- Meron M. et Widmer I., 2002, *Les chômeuses retardent l'arrivée du premier enfant*, **Population**, vol. 57, n° 2:327-358.
- Mills M., Blossfeld H.-P. et Klijzing E., 2005, « Becoming an adult in uncertain times. A 14-country comparison of the losers of globalization », chapitre 17 in **Globalization, Uncertainty and Youth in Society** (sous la dir. de Blossfeld H.-P., Klijzing E., Mills M. et Kurz K.), London/ New York: Routledge Advances in Sociology Series:423-441.
- OCDE, 2009, **Employment Outlook. Tackling the jobs crisis**, OCDE, Paris.
- Oppenheimer K. V., 1994, *Women rising employment and the future of the family in industrialized societies*, **Population and Development Review**, n° 20:293-342.
- Pailhé A. et Solaz A., 2009, « Does economic uncertainty affect plans, timing or level of fertility? Evidence from France », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 juillet, 2009.
- Rindfuss R. R., Morgan S. P. et Swicegood G., 1988, **First births in America. Changes in the timing of parenthood**. Berkeley: University of California Press.
- Santow G. et Bracher M., 2001, « Deferment of first birth and fluctuating fertility in Sweden », **European Journal of Population**, n° 17:343-363.
- Schmitt C., 2008, « Gender-specific effects of unemployment on family formation: A cross-national perspective », DIW Berlin, Discussion Papers 841.
- Schmitt C., 2009, « Occupational performance, uncertainty and the transition to first birth in Germany and the United Kingdom », papier présenté à l'atelier sur « Economic uncertainty and fertility dynamics », Berlin, 3-4 juillet, 2009.
- Sobotka T., 2003, *Le retour de la diversité : la brusque évolution de la fécondité en Europe centrale et orientale après la chute des régimes communistes*, **Population**, vol. 58, n° 4-5:511-548.
- Sobotka T., Skirbekk V. et Philipov D., 2009, « The impact of economic recession on fertility in the developed world. A literature review », rapport pour le Demography Network of the EU Social Situation Observatory.
- Van De Kaa D. J., 1987, « **Europe's second demographic transition** », **Population Bulletin** 1.
- Verick S., 2009, « Who is hit hardest during a financial crisis? The vulnerability of young men and women to unemployment in an economic downturn », IZA DP 4359, Institute for the Study of Labour, Bonn.